

Une feuille de route pour les États-Unis en République démocratique du Congo et dans d'autres démocraties africaines naissantes

Par Michael O'Hanlon et Sasha Lezhnev
22 février 2019

Le 30 décembre dernier, la République démocratique du Congo (RDC) a organisé son élection présidentielle, la troisième de son histoire seulement – et la première ayant vu le président sortant, Joseph Kabila, promettre de se retirer avant la tenue du scrutin.

Cette élection était loin d'être libre et régulière. Il a été annoncé que Martin Fayulu, donné grand favori d'après des sondages indépendants, avait perdu la course.

Par la suite, Félix Tshisekedi, le fils du plus célèbre dissident de RDC pendant une grande partie des 59 ans d'indépendance du pays, a été investi de ses fonctions le 24 janvier, après que la Cour constitutionnelle congolaise a certifié le décompte des votes, certes officiel, mais très probablement frauduleux.

Dans un sens, l'élection s'est avérée une insulte à la démocratie et une profonde injustice pour le peuple congolais. Néanmoins, son issue est finalement préférable aux prévisions de la plupart des observateurs.

La RDC vient de réaliser la première passation de pouvoir pacifique de son histoire – de surcroît, en faveur d'un nouveau président qui n'était pas le premier choix de son prédécesseur (le président Kabila avait une préférence pour un troisième candidat, Emmanuel Shadary).

Désormais, la position que doit prendre la communauté internationale est claire. Malgré le chemin entaché d'irrégularités ayant mené Félix Tshisekedi à la présidence, et l'immense défi que représente l'influence toujours exercée par le président sortant Joseph Kabila, les États-Unis, l'Europe et l'Union africaine doivent solidement appuyer les efforts de réforme réclamés par les chefs de file de la société civile pour transformer cet État profondément kleptocrate dont hérite Félix Tshisekedi.

Le secteur militaire et la corruption sont deux sphères au sein desquelles les États-Unis et l'Europe doivent tirer parti de leur poids financier et diplomatique pour susciter une réforme en RDC, ainsi que dans d'autres démocraties naissantes d'Afrique subsaharienne.

Les États-Unis et l'Union européenne disposent d'un important levier financier du fait de la forte dépendance de l'économie congolaise à l'égard du dollar, et, dans une certaine mesure, de l'euro.



Si les États-Unis et l'Union européenne élaborent une stratégie consistant à exercer une pression financière constante sur les acteurs corrompus de l'État kleptocrate violent qu'est la RDC, alors on peut légitimement espérer que Félix Tshisekedi sera en mesure de mener à bien les réformes visant à transformer le système corrompu.

Les outils financiers comprennent :

- des sanctions à l'égard de hauts responsables, de facilitateurs étrangers et de leurs réseaux d'entreprises corrompus, en application de la puissante loi Magnitsky des États-Unis ;
- des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent telles que l'alinéa 311 du *Patriot Act* ou des conseils du Trésor à destination des banques ; et
- des outils de recouvrement d'avoirs.

Par exemple, si les États-Unis sanctionnent un haut responsable X en raison de son implication dans une transaction frauduleuse d'un montant de 1 milliard de dollars, le président Tshisekedi sera mieux à même de ne pas nommer cette personne à un poste de ministre. Il pourra par la suite instaurer une réforme en faveur de la transparence qui préviendra la réalisation d'une telle transaction à l'avenir.

Pour ce qui est du secteur militaire, les États-Unis, conjointement avec d'autres pays, devraient proposer un projet de réforme de l'armée congolaise qui, jusqu'à présent, s'est révélée incapable de maîtriser les multiples insurrections survenues dans l'est du pays, tout en se montrant particulièrement violente envers les civils.

En conséquence, la mission de maintien de la paix des Nations Unies en RDC, la plus vaste menée dans le monde, est presque devenue permanente, bien qu'inefficace, tandis que l'armée de RDC demeure infestée de nombreux officiers corrompus et d'anciens rebelles violents et mal intégrés.

Les États-Unis et l'Europe doivent conclure un accord avec le président Tshisekedi. Si ce dernier s'engage à réformer son armée, notamment en écartant les hauts gradés corrompus et en leur demandant de répondre de leurs violences, ces pays contribueront de leur côté à faire de cette armée une force susceptible, à terme, d'exercer un contrôle souverain sur l'ensemble du territoire national.

Dans le cadre de cet effort, les États-Unis pourront fournir plusieurs centaines de conseillers militaires sur le terrain.

En matière de lutte contre la corruption et de responsabilité, les États-Unis et l'Europe doivent exhorter Félix Tshisekedi à commencer par quatre grandes réformes. Premièrement, Gecamines, la société minière publique au cœur de nombreux scandales de corruption, devrait publier ses rapports financiers annuels, faire l'objet d'un audit indépendant, et sa direction devrait être changée.

Deuxièmement, conformément à une exigence du droit congolais rarement appliquée, le président Tshisekedi devrait exiger de tous les fonctionnaires, à commencer par lui-même, qu'ils déclarent leur patrimoine.

Troisièmement, le Fonds monétaire international (FMI) devrait relancer un programme de facilité élargie de crédit en RDC, lequel viendrait renforcer la transparence de la banque centrale et améliorer la situation fiscale du pays.



Quatrièmement, le président Tshisekedi doit insister pour que tous les contrats miniers et pétroliers, connus pour les pratiques de corruption les accompagnant, soient rendus publics, ce qui est à nouveau conforme à un décret gouvernemental peu mis en pratique.

Enfin, il conviendrait de déployer des efforts visant la mise en place d'un solide mécanisme permettant d'exiger des comptes en matière de droits humains et de crimes financiers, une mesure réclamée depuis longtemps par la société civile congolaise.

L'année 2019 pourra marquer le début d'une nouvelle ère pour la RDC et la région dans son ensemble si la communauté internationale met sur pied des stratégies et se sert des moyens à sa disposition pour exercer des pressions en faveur d'une réforme majeure. Le cas échéant, la RDC pourrait enfin s'affranchir de son statut d'État kleptocrate en laissant l'état de droit s'y enraciner plus profondément.

Michael O'Hanlon est chargé de recherches principal à la Brookings Institution. Sasha Lezhnev est directeur adjoint du département politique d'Enough Project.

Cette tribune a été initialement publiée en anglais dans le journal [The Hill](#).